

# Grève contre la réforme des retraites : le commerce, l'hôtellerie et la restauration s'inquiètent d'un mouvement durable

Un an après la crise des « gilets jaunes », qui avait plombé l'activité en fin d'année 2018, les entreprises craignent que ce nouveau mouvement social n'interrompe la reprise économique de ces dernières semaines.

Temps de Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés



Intervention des forces de l'ordre, le 7 décembre, au cœur du centre commercial Westfield Forum des Halles, à Paris, où s'étaient rassemblés des « gilets jaunes » et des militants anticonsu-méristes. Amaury Cornu / Hans Lucas

Au cinquième jour de grève à la RATP et à la SNCF contre la réforme des retraites voulue par le gouvernement, les chefs d'entreprise faisaient leurs comptes lundi 9 décembre, tout comme le ministère de l'économie et des finances. Et le bilan du conflit pèse d'ores et déjà lourd.

Dès jeudi 5 et vendredi 6 décembre, les distributeurs ont vu la fréquentation de leurs magasins chuter de « 30 % environ », assure Yohann Petiot, directeur général de l'Alliance du commerce, fédération du secteur, en précisant que les centres-villes des grandes agglomérations françaises ont été les plus touchés.

A Paris, au premier jour du mouvement, les incidents aux abords du Forum des Halles ont obligé URW, gestionnaire du centre commercial parisien, à en tirer le rideau en fin de journée. Puis la fermeture de nombreuses lignes de métro et la saturation des RER ont privé les commerçants et les restaurateurs du flux de clientèle habituel lors du week-end des 7 et 8 décembre, période de coup d'envoi des ventes de cadeaux de Noël.

L'enseigne de mode Faguo a vu son activité chuter de 5 %, notamment en région parisienne, où elle exploite neuf de ses vingt-cinq boutiques. En dépit d'un bond de fréquentation dans certains quartiers - le nombre de visiteurs du centre Beaugrenelle a crû de 30 % samedi 7 décembre -, les grandes enseignes parisiennes ont été à la peine. Le Printemps et les Galeries Lafayette du boulevard Haussmann et le BHV, rue de Rivoli, ont été désertés.

## Annulations en série dans les hôtels

Plusieurs grandes agglomérations, dont Toulouse, Nantes et Grenoble, ont connu aussi « des situations compliquées », signale l'Alliance du commerce. Dans les boutiques situées dans les grandes villes, JouéClub dit avoir perdu jusqu'à « 20 % de chiffre d'affaires » au cours de ce week-end. Résultat : la semaine s'est achevée sur des ventes « en repli de 7 % », déplore un porte-parole de l'enseigne de jouets.

Les hôteliers se plaignent également de l'impact de ces grèves sur la fréquentation lors de la Fête des lumières de Lyon, qui se déroulait les 7 et 8 décembre, et des marchés de Noël alsaciens. Les établissements n'ont pas affiché complet, assure l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH).

Le taux de réservation est inférieur de « 10 % à 15 % » aux standards habituels dans la région lyonnaise, affirme Laurent Duc, hôtelier à Villeurbanne (Rhône) et coprésident de l'UMIH. Certains établissements déplorent même des chutes de 30 % par rapport à un mois de décembre habituel, d'après ce dernier. A Strasbourg, les réceptionnistes enregistrent des annulations en série, car les touristes sont dans l'incapacité de se rendre dans la ville.

Mais c'est surtout en Ile-de-France que se concentrent les difficultés. Alors que, mardi 10 décembre, Air France a annulé 25 % de ses vols intérieurs et 10 % de ses vols moyen-courriers, les reports de séjours touristiques dans la capitale sont légion. « *Dramatique* », a même fait valoir Franck Delvaux, coprésident de l'UMIH pour l'Ile-de-France, auprès de l'Agence France-Presse.

## Les restaurateurs dans l'angoisse

Les clients des centres commerciaux franciliens ont aussi renoncé à s'y déplacer, note Gontran Thüring, délégué général du Conseil national des centres commerciaux (CNCC). Les records de bouchons constatés sur le réseau routier de la région ont dissuadé les clients de se rendre dans ces grands complexes. « *Depuis le début des grèves, le 5 décembre, la chute de fréquentation y est de 6 %* », selon le CNCC.

Les enseignes de restauration s'inquiètent car, « *évidemment* », prédit Agnès Théodose, déléguée générale du Syndicat national de la restauration thématique et commerciale (SNRTC), ces jours noirs auront « *des conséquences multiples* » sur l'activité. La représentante de 1 700 établissements en France souligne combien le secteur dépend des transports en commun, de la fluidité du trafic et de l'affluence dans les bureaux à l'heure de la pause déjeuner. Le recours au télétravail en période de grève des transports en commun inquiète notamment les enseignes de restauration rapide dans la capitale.

L'activité en centre-ville est aussi touchée par l'annulation de spectacles. Depuis le 5 décembre, à la suite de mouvements sociaux du personnel, des musiciens et des danseurs, onze représentations ont été annulées dans les deux salles de l'Opéra de Paris, à Bastille et au Palais Garnier. Le rideau est aussi resté baissé sur les scènes du Théâtre des Champs-Élysées, de la Comédie-Française et du Théâtre de l'Odéon. Faute de spectacles, « *l'état d'esprit n'est plus à festoyer* », decode M<sup>me</sup> Théodose.

## Série noire entamée en 2015

Et pourtant... un an après le blocage du pays lors des manifestations des « gilets jaunes », qui leur avait coûté 2 % d'activité dans les centres commerciaux à la fin décembre 2018, les enseignes se félicitaient du niveau d'activité observé au mois de novembre 2019.

« *Cette nouvelle mobilisation, si elle se poursuit, viendrait casser la dynamique de la reprise* », en conclut l'Alliance du commerce. Les restaurants espéraient aussi beaucoup « *de cette période* », avance la déléguée générale du SNRTC.

Dans ce contexte, le secrétaire d'Etat au tourisme assure que le gouvernement est vigilant. « *Les annulations se poursuivent avec la reconduction de la grève, mais elles ne se font pas ressentir, à ce stade, pour la période des fêtes*, indique Jean-Baptiste Lemoine. *L'année 2018 s'était achevée en hausse malgré la crise des "gilets jaunes" et nous ferons tout pour qu'il en soit de même cette année.* »

A Bercy, Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, et Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'Etat auprès du ministre, réuniront, mercredi après-midi, les associations et fédérations du commerce et de l'artisanat pour faire un point de la situation une semaine après le début de la grève.